



HAL
open science

Les nouveaux équilibres stratégiques et économiques internationaux

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel. Les nouveaux équilibres stratégiques et économiques internationaux. Michel Chatelus; Jacques Fontanel. Les dix principales questions économiques d'aujourd'hui et de demain, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, 1992. hal-02946738

HAL Id: hal-02946738

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02946738>

Submitted on 23 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les nouveaux équilibres stratégiques et économiques internationaux

Jacques Fontanel
Liliane Bensahel
In

Les dix principales questions économiques d'aujourd'hui et de demain
Sous la Direction de Michel Chatelus et Jacques Fontanel
Presses Universitaires de Grenoble
L'économie en Plus.
Grenoble, 1992

Résumé ; L'effondrement de l'Union soviétique modifie profondément les équilibres instables de la guerre froide pour produire de nouveaux déséquilibres économiques, politiques et stratégiques. Les procédures de désarmement, qui avaient fait l'objet de nombreuses études depuis les années 1980 en vue de limiter les effets néfastes de la course aux armements, sont aujourd'hui rendues possibles. De nouvelles dominations économiques s'annoncent déjà sous le leadership des Etats-Unis, l'Union soviétique connaît une crise économique sans précédent alors qu'elle dispose toujours d'un arsenal nucléaire particulièrement puissant, et des stratégies de guerre économique sont encore mises en place dans ces nouveaux rapports de puissance. Les procédures de désarmement sont espérées, mais il ne faut pas escompter des résultats probants tant que les crises économiques restent aussi désastreuses dans nombre de pays. Une procédure de désarmement ne conduit pas immédiatement à des dividendes de la paix, il faut au contraire investir sur la paix.

Summary : The collapse of the Soviet Union profoundly altered the unstable balances of the Cold War to produce new economic, political and strategic imbalances. Disarmament procedures, which had been the subject of numerous studies since the 1980s with a view to limiting the harmful effects of the arms race, have now been made possible. New economic domination is already looming under the leadership of the United States, the Soviet Union is experiencing an unprecedented economic crisis while it still has a particularly powerful nuclear arsenal, and economic war strategies are still being implemented in these new power relations. Disarmament procedures are hoped for, but no convincing results are to be expected as long as the economic crises remain so disastrous in many countries. A disarmament process does not immediately lead to a peace dividend; on the contrary, it is necessary to invest in peace.

URSS, Leadership économique, guerre économique, désarmement

USSR, Economic leadership, economic war, disarmament

Les événements de la fin des années 1980 et du début des années 1990 ont paru plutôt positifs pour la paix. Le terme de désarmement a souvent été utilisé et la fin de la course aux armements entre la défunte URSS et les Etats-Unis a laissé croire à l'imminence d'une paix mondiale enfin rendue possible. Or, à peine le mur de Berlin est-il tombé que les canons se sont réveillés, au Koweït d'abord, pour combattre l'invasion irakienne. La vieille Europe, épargnée de la guerre pendant plus de 45 ans, subit avec effroi la tragédie yougoslave. L'ancienne URSS, autrefois grande puissance économique, connaît un marasme économique sans précédent et le réveil des nationalités laisse planer encore de nouvelles menaces sur la paix. Les malheurs des pays en voie de développement sont toujours d'une effroyable actualité et les pays occidentaux aux-mêmes se sentent en situation de crise économique. Plus de 30 millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE pour 1992 et une reprise économique qui n'est pas prévue avant l'année prochaine laissent planer des inquiétudes susceptibles de se transformer en conflits sociaux graves.

Dans cette situation d'inadéquation entre les besoins exprimés et les besoins satisfaits, les conflits nationaux et internationaux réapparaissent. Les Etats doivent protéger leurs richesses sous peine d'être, à terme, privés de leurs droits sur la distribution mondiale des richesses. Ce qui peut se traduire par le court aphorisme : "Money to get the power and power to keep the money". Le désarmement unilatéral et total paraît pour le moins improbable. La situation actuelle de réforme dans les pays de l'Est peut faire l'objet de deux analyses contrastées :

- la première considère que le désarmement est maintenant possible puisque le socialisme "vécu" est en voie d'extinction,
- la seconde suppose que les soubresauts des réformes économique-politiques dans les pays de l'Europe de l'Est sont autant d'occasions de conflits sociaux et de réarmements, annonciateurs de situations de guerres. En outre, le désarmement réel reste très faible. Il n'y a sans doute jamais eu autant d'armes sur la terre, mais ce qui est plus grave c'est que leur propriétaire ne sont pas toujours très bien connus et qu'il y a une prolifération de l'armes nucléaire, ne serait-ce que dans l'ancienne URSS dépecée.

Le pouvoir stratégique a laissé (pour combien de temps ?) la prééminence au pouvoir économique, les armes les plus efficaces ne sont plus celles qui sont dirigées par les responsables militaires et le désarmement (provisoire ou irréversible?) provoque autant de difficultés qu'il n'en résoud. La situation actuelle est caractérisée par trois caractéristiques fondamentales :

- 1) Devant la crise qui touche, directement ou indirectement, l'ensemble des pays, de nouvelles répartitions des richesses apparaissent. La bipolarité a disparu. Les Etats-Unis ne sont plus le modèle de développement du monde occidental, les pays de l'ancienne Union soviétique subissent un marasme économique sans précédent, l'Europe est en quête d'unité, le modèle japonais,

à l'image de la crise financière qu'il a subi, n'est plus aussi exemplaire, les pays en voie de développement n'arrivent pas à se sortir du cercle vicieux de la misère. La situation économique reste très déséquilibrée entre les pays du Nord et ceux du Sud, entre le dynamisme de l'Asie du Sud-Est et les difficultés économiques des Etats-Unis ou l'entrée de nouveaux pays dans la CEE et le renouveau du protectionisme.

2) Les institutions internationales créées après la guerre pour gérer la multilatéralité ont failli à leurs missions. Les actions de la Banque mondiale ou du FMI n'ont pas suffi pour développer les pays les plus pauvres et le GATT connaît une crise grave avec l'échec de l'Uruguay Round. On assiste à la constitution d'ensembles continentaux comme réponses historiques à l'échec du libéralisme échevelé. S'il est bien vrai que les Pactes militaires n'ont plus vraiment de raison d'être, les accords commerciaux entre les grandes régions du monde se développent. Par effet de symétrie, on assiste au développement des coopérations économiques internationales, au moment où les alliances militaires disparaissent ou déclinent. Autrement dit, les armes économiques tendent à se substituer aux armements nucléaires et conventionnels, dans la lutte pour le partage des richesses mondiales. Plusieurs stratégies sont concevables, même si elles ne sont pas toutes exprimées.

3) Le désarmement militaire, qui suit une très longue période de course aux armements, n'a pas que des incidences positives sur l'économie, ni sur les équilibres fondamentaux de la planète. Il convient donc de s'interroger sur les tenants et aboutissants de la procédure de désarmement, sur son caractère irréversible et sur les tensions économiques qu'elle ne manque pas de provoquer dans l'ensemble des économies nationales militarisées.

I) Les nouvelles dominations économiques

Les grandes puissances militaires, notamment nucléaires, ne se partagent plus le monde, ce qui est une situation nouvelle et originale. Les Etats-Unis connaissent une crise économique grave marquée par un endettement interne et externe considérable, un taux de chômage élevé, une industrie en faible position concurrentielle et des inégalités croissantes de plus en plus insupportables comme en témoignent les émeutes des noirs de Los Angeles de 1992. Bien entendu, les Etats-Unis restent encore la plus grande puissance économique du monde, avec la plus forte production par travailleur (46000 dollars en 1990 contre 35000 au Japon et 30000 pour l'Allemagne). Mais cette avance devient de plus en plus fragile, si les trends amorcés depuis 1970 ne sont pas remis en cause. A son rythme actuel, l'économie chinoise pourrait avoir un produit national brut supérieur à celui des Etats-Unis en l'an 2000, ceteris paribus. La dépendance des Etats-Unis à l'égard des échanges internationaux est passée de 10 % en 1960 à plus de 20% en 1992. Certes, entre 1982 et 1990, les exportations des produits manufacturés ont doublé, mais la balance commerciale positive au début de la période de plus de 3,5 milliards de dollars est devenue nettement négative de plus de 70 milliards de dollars à la fin de la période (dont près de 30 milliards dans ses relations commerciales avec le Japon) Les Etats-Unis sont restés concurrentiels dans l'aéronautique (largement subventionnée), les machines-outils, les instruments de contrôle professionnels et scientifiques, les machines de bureau et les ordinateurs, mais leurs parts du marché sont en constante régression. Dans ces conditions, la valeur du dollar reste très fragile sur les marchés des changes et la spéculation monétaire risque d'aggraver la crise économique. Cependant, les Etats-Unis restent une grande puissance militaire et il est difficile d'imaginer que le gouvernement américain acceptera le déclin économique relatif sans utiliser toutes les cordes de son arc. Autrement dit, face à des concurrents de plus en plus indépendants de son aide stratégique et parfois frondeurs à l'égard de ses initiatives et demandes économiques, il

est possible que des stratégies obliques se fassent jour, directement ou indirectement, en vue de créer les conditions d'un maintien de la puissance américaine. Le Pentagone a abandonné l'idée d'une menace d'invasion de la Russie en Europe. Maintenant, les deux concepts de base sont la supériorité rapide et la réaction rapide. Dans ce cadre, une coopération industrielle avec les Alliés n'est pas exclue dans une optique de partage des coûts. Du fait du changement de stratégie, le Pentagone accepte provisoirement la démilitarisation de l'économie américaine. Cependant, sept scénarios de conflits ont été retenus, pour maintenir l'effort militaire : une nouvelle guerre de 54 jours avec l'Irak en 1995, un conflit armé avec la Corée impliquant deux fois plus de forces et d'argent que l'hypothèse précédente (deux équivalents Irak), le développement de ces deux conflits en même temps et ce pendant 90 jours de combats intenses (trois équivalents Irak), l'embrassement des "pays baltes" (trois équivalents Irak), les conflits armés avec Panama et les Philippines (moins d'un équivalent Irak) ainsi que, à l'horizon 2001, la résurgence de la menace russe. Ces scénarios abandonnent explicitement toute référence à la dissuasion nucléaire et toute concertation avec l'Europe.

Il est habituel depuis un ou deux ans de parler des nouvelles difficultés économiques du Japon, notamment sur le plan financier. La fin des années 1980 a été exceptionnelle pour l'économie japonaise, avec une offre de monnaie importante et des taux d'intérêt très faibles. Une croissance supérieure à 5% l'an en a résulté, alors même que les autres pays développés connaissaient de graves difficultés pour assurer plus de 1% de croissance annuelle. Cependant, devant la spéculation déséquilibrante qui s'est manifestée provoquant une réduction de moitié des prix des valeurs mobilières, le gouvernement japonais a été amené à resserrer les contraintes du crédit. Cependant, le Japon n'a rien perdu de son formidable talent de compétiteur. Le pourcentage de la formation brute de capital fixe est encore supérieure à 30 % en 1992, alors qu'elle ne dépasse pas 17 % aux Etats-Unis. Les changements technologiques et la croissance de la productivité continuent à un rythme élevé, dans le cadre de l'exportation. Le système éducatif produit une main d'oeuvre très qualifiée, avec peu de déchets et la cohésion sociale reste très élevée. L'insuffisante quantité de force de travail conduit à engager une recherche accrue de mécanisation et de robotisation des activités industrielles. Or, cette politique améliore la productivité, elle réduit les coûts de production et elle accroît la qualité des produits. Enfin, le Japon continue ses investissements à l'extérieur, confirmant ainsi le poids accru des entreprises japonaises sur l'économie mondiale. Cependant, le Japon reste un pays faiblement protégé et il reste un peu isolé face à une Chine aux évolutions aléatoires et aux Etats-Unis de plus en plus préoccupés par leur puissance.

Les accords de Maastricht définissent la voie de l'unité européenne. Si celle-ci allait à son terme, même avec 15 pays, l'Europe constituerait la première puissance économique mondiale. L'Allemagne se présente comme le premier exportateur de produits manufacturés du monde (15% du marché mondial) et l'Europe est depuis longtemps le premier marché mondial (45 % en 1990). La grande dispute entre les Etats-Unis et l'Europe a trait à la politique agricole. Si l'intégration européenne semble devoir se réaliser dans les années à venir, il lui reste à acquérir l'unité politique. Or, cette dernière étape n'est pas encore gagnée, si l'on veut bien analyser les réticences à l'égard des accords de Maastricht qui n'engagent en fait que sur l'idée d'une monnaie

commune. Cependant, le succès du Système Monétaire Européen a rendu les monnaies européennes concurrentes tout en favorisant une forte intégration financière. Indirectement, le traité de Maastricht engage l'Europe vers le fédéralisme, que les gouvernements refusent encore pourtant. Les interdépendances entre les pays de la CEE vont changer qualitativement et se pose d'ores et déjà le problème de la souveraineté. La banque centrale aura la mission de maintenir la confiance dans la stabilité monétaire et à gérer les systèmes de paiement de tous les Etats. C'est en cela que le traité de Maastricht est une avancée institutionnelle radical, car la monnaie est un bien social au fort pouvoir d'intégration. La prééminence du mark sera diminuée et l'ancrage du SME ne sera plus réalisé par un pays qui n'a plus le meilleur taux d'inflation, ni les taux d'intérêt les plus bas. Cependant, le libre-échange n'est pas la panacée, même si tous les facteurs de croissance économiques, technologiques ou financiers dépassent le cadre de l'Etat-Nation. L'équilibre géographique, économique et monétaire de l'Europe est encore à trouver, au moment où les efforts d'intégration se déroulent dans le même temps que chaque gouvernement veille sur ses prérogatives budgétaires, en niant dans les faits un minimum de solidarité.

La Russie se propose de transformer son économie planifiée en économie libérale. Il s'agit là d'un pari "sur structures nouvelles" à très haut risque et d'une ampleur sans précédent dans le monde contemporain. Or, les performances économiques actuelles sont les plus faibles depuis la dernière guerre mondiale en termes d'inflation, de production de nourriture ou d'énergie et d'endettement. En 1991, tous les indicateurs économiques sont en baisse : PNB (-12%), production industrielle (-6 %), production agricole (-10%), importations (-47%), exportations (-27%), déficit budgétaire (22% du PNB), inflation (140%). En outre la réforme d'Eltsine connaît des oppositions internes de l'ancienne bureaucratie, des nouveaux entrepreneurs et évidemment de tous ceux qui ont faim. Les mesures économiques drastiques portant sur la libéralisation des prix, l'augmentation des impôts notamment indirects, la réduction du déficit gouvernemental, la réduction des dépenses militaires, la politique d'un rouble fort sont autant de sujets de mécontentements, avec la lenteur de la privatisation des entreprises publiques et des actions d'encouragement des investissements étrangers. Actuellement, selon le Washington Economic Reports (February 1992), en Russie même, 46% souhaitent le retour du socialisme (10 % pour le communisme et 36 % pour un socialisme démocratique), contre 40 % pour le capitalisme (dont 23 % pour son expression scandinave). A côté de ces problèmes économiques qui ne pourront pas dans le court terme être résolus sans l'aide des pays occidentaux, surgissent de nombreux problèmes, comme les nationalités, l'avenir de l'armée rouge, le partage des armes nucléaires. Il n'est pas impossible que la Russie revienne à une attitude plus revendicative, par une menace d'utilisation d'armes nucléaires toujours disponibles. En fait, il n'y a plus vraiment de pilote dans l'avion russe, mais plusieurs qui se déchirent sous l'oeil indifférent des puissances occidentales. Or, les conflits armés ne sont plus très loins, lorsqu'il faudra déterminer clairement le partage de l'ancienne Union Soviétique. Certes, on assiste à la désintégration de l'armée soviétique, qui n'est que la partie immergée du système militaire comprenant les industries de la défense et les structures politiques et administratives chargées de faire respecter les priorités de la défense. Avec la crise d'identité de l'institution, son départ des autres pays de l'Est et une politisation croissante de son rôle dans les tâches de maintien de l'ordre, l'armée soviétique va poser le problème de la reconstitution de l'armée russe

et de ses relations avec ses voisins. Les conditions du partage fourniront des pistes intéressantes pour comprendre la probabilité des conflits potentiels.

L'échec de l'Uruguay Round, lancé en septembre 1986, sous les auspices du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) est significatif de la force des intérêts nationaux et de l'ampleur des conflits économiques internationaux. Au moment où les accords internationaux de sécurité ou de politique étrangère se développent, le système économique devient de moins en moins un espace de paix. Or, il faut se souvenir que depuis la dernière guerre mondiale, la pauvreté a plus tué que les armes. Les Etats cherchent des alliés. C'est ainsi que la Communauté Européenne des douze, bientôt élargie à 15 ou 16 pays, cherche plutôt à trouver des complémentarités internes et à réaliser un développement économique commun. Cet exemple est maintenant suivi par les Etats-Unis, le Mexique et la Canada avec la zone NAFTA (North American Free Trade Area) qui devrait bientôt être ratifiée par le Congrès. Les accords internationaux ont de plus en plus de difficulté à être étendus à l'ensemble des pays du GATT et on assiste, comme dans le secteur militaire de l'après-guerre mondiale, à des alliances complexes, de plus en plus nombreuses et unies, prêtes à trouver des solutions régionales à la crise économique mondiale. Car si le socialisme "à la soviétique" semble bien avoir vécu, le capitalisme et la libéralisation de l'économie ne vont pas très bien non plus. On commence à organiser les économies nationales, comme les armées, avec des alliances, des complémentarités, mais aussi des adversaires et des substituabilités. Les stratégies des Etats vont évoluer, dans le sens d'une utilisation systématique de l'arme économique.

II - Les stratégies économiques des Etats

Tous les Etats revendiquent maintenant un degré plus ou moins grand de libéralisation de l'économie. Est-ce pour autant la fin de l'intervention de l'Etat. La réponse est négative. En fait l'Etat interviendra toujours, mais autrement. L'une des principales caractéristiques de cette action concernera l'utilisation systématique de l'arme économique.

L'embargo, le boycott, le blocus, le gel ou la saisie d'avoirs étrangers ont toujours été pratiqués. Actuellement, en raison de l'étroite interdépendance qui existe entre les économies nationales et la profonde inégalité dans la répartition des richesses, l'arme économique trouve les moyens d'une expression efficace en principe, mais ambiguë dans sa réalisation. L'équilibre de la terreur favorise l'essor de la stratégie indirecte par rapport à la stratégie directe et l'arme économique apparaît comme un moyen d'action qui évite le recours à la violence armée. En outre, les actes de chantage et de rétorsion se sont banalisés, alors qu'autrefois ils auraient été considérés comme des "casus belli". L'arme économique est un instrument d'actions ponctuelles et sélectives dans les confrontations internationales. Elle a plusieurs formes : le contrôle des échanges commerciaux,

- Par le contrôle des échanges commerciaux, il s'agit de ne pas livrer à l'ennemi des armes qui pourraient se tourner contre l'exportateur. Toute la question est de définir l'avantage comparatif du commerce de deux pays potentiellement ennemis. L'idée est qu'il ne faudrait vendre que les produits qui n'amélioreraient pas autant la croissance économique du pays acheteur que celle du pays vendeur. Autrement dit, l'échange inégal est revendiqué,

même si le calcul est difficile à faire. La création du COCOM par les Etats-Unis à l'encontre de l'URSS avait pour objectif d'éviter aux économies de marché de fournir indirectement des produits à utilisation civile utilisables par le secteur militaire de l'adversaire potentiel. Toute fourniture de technologie sensible devait être étudiée et refusée si le secteur militaire soviétique était susceptible d'en bénéficier. Les divergences concernant l'utilité de ces mesures sont nombreuses. Le problème qui se pose est plutôt celui de son efficacité et de l'efficacité relative des instruments utilisés. Il faut convenir que cette arme exerce des effets à long terme considérables s'il n'existe aucun produit ou aucune technologie de substitution. Ce qui n'est pas toujours le cas. Si cette politique semble moins systématiquement appliquée depuis 3 ans, sa mise en place peut rapidement être décidée selon les formes nouvelles.

- L'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre a été une politique systématiquement menée par l'URSS et les Etats-Unis. Une course aux armements réduit les potentialités de développement des Etats, mais les plus pauvres s'appauvrissent encore plus rapidement, ce qui accroît la puissance des pays les plus riches. Dans ces conditions, la suprématie d'un Etat est recherchée par des moyens détournés, non pas pour acquérir à court terme la suprématie militaire, mais pour affaiblir l'ennemi au point de le déstabiliser socialement. Il en résulte un rationnement immédiat de la consommation, des effets d'éviction des investissements civils par les dépenses militaires et un accroissement du chômage provoqué par le caractère faiblement productif des activités militaires. Dans ces conditions, l'économie est une arme meurtrière qui cependant ne peut être maintenue sans utilisation effective des armes. Le pays qui ne peut plus suivre cette course aux armements peut comprendre que sa survie est en jeu et il peut alors recourir à la guerre. L'efficacité de cette politique réside dans l'idée selon laquelle il faut affaiblir sans désespérer. L'échec de l'URSS peut partiellement être attribué à l'effort économique et financier considérable dans lequel son statut de grande puissance militaro-nucléaire l'avait engagé. L'indispensable choix à faire entre la sécurité d'aujourd'hui et celle de demain n'a pas été compris par les maîtres du Kremlin qui, pour assurer leur puissance par le développement des armements ont affaibli l'économie au point de rendre progressivement illusoire le maintien de leur puissance militaro-idéologique. Les Etats-Unis ont certes vaincu l'URSS sur ce plan, mais ils se sont aussi affaiblis en comparaison avec les pays qui n'ont pas accepté cette course aux armements, tout en bénéficiant par ailleurs d'un haut degré de sécurité. Dans ce cas, ce sont les troisièmes larrons qui ont tiré les marrons du feu. Il est probable que cette politique ne sera pas conduite dans les années à venir, s'il est bien vrai que les hommes politiques retiennent les leçons de l'histoire.

- L'économie est une arme diplomatico-stratégique. L'économie est utilisée comme un moyen de pression pour appuyer une revendication ou donner du poids à un geste diplomatique. Il s'agit donc bien d'une arme, en ce sens que son utilisation ne procède pas d'objectifs économiques. La stratégie de la rupture a pour objectif de créer des problèmes économiques dans le pays rival afin d'accroître ses difficultés politiques et sociales. La rupture des flux commerciaux ou financiers cherche à déstabiliser le pays qui subit unilatéralement cette décision. L'embargo est un instrument de représailles ou de dissuasion susceptible de modifier le comportement de l'ennemi potentiel. Plusieurs armes peuvent être utilisées, notamment l'arme

alimentaire, l'arme énergétique, l'arme technologique ou l'arme monétaire et financière. Cependant, cette stratégie n'est pas facile à manier et les effets boomerangs sont parfois plus cruels pour celui qui utilise l'arme que pour celui qui devrait normalement en subir les effets. Pour que l'arme soit efficace, il faut détenir un monopole vital ou au moins important pour le développement économique contemporain, qui toucherait notamment la sécurité alimentaire de la population, les flux de capitaux nécessaires à la croissance économique, les matières premières stratégiques. Dans ces conditions, les intérêts vitaux de l'adversaire peuvent être menacés. Cependant, ceteris paribus, une décision en ce sens mettant en cause dans le long terme la sécurité d'un Etat puissant serait susceptible d'accélérer la guerre militaire, de la rendre plus probable. Cette arme est aussi dangereuse pour celui qui l'utilise. Une rupture prolongée des flux commerciaux peut conduire à une perte définitive de débouchés. En outre, d'un point de vue social, le gouvernement qui décide l'embargo peut se trouver contesté par des groupes sociaux qui subissent de plein fouet les exigences étatiques. Enfin, l'adversaire peut se trouver renforcé par la réaction psychologique de la réaction nationale devant l'agresseur. Autrement dit, au lieu de créer des difficultés dans le pays de l'adversaire, on crée de nouvelles solidarités qui vont à l'encontre même des raisons pour lesquelles la décision d'embargo a été prise. En fait l'embargo fonctionnera d'autant mieux que la victime est déjà déstabilisée et affaiblie. Il est probable que cette forme d'arme sera utilisée très souvent, chaque fois que la communauté internationale souhaitera condamner un conflit (la Yougoslavie en est un exemple).

- La stratégie de l'enserrement vise à développer des liens d'interdépendance économique, susceptibles de garantir la paix. La dissuasion de l'agression vient des nouvelles solidarités économiques ainsi créées. Comme arme d'attaque son efficacité est nulle et son impact est impossible à mesurer réellement dans l'abstrait. Tout dépend bien entendu de l'importance des solidarités, de la confiance entre les opérateurs, des effets économiques, sociaux, voire militaires comparés de cette politique sur la puissance respective des deux Etats. Devant le nouvel égoïsme des Etats face à leurs problèmes économiques, cette politique ne semble pas avoir un grand avenir dans la décennie à venir.

- L'économie est aussi un instrument de violence politique. Dans ce contexte, elle serait utile pour prendre le pouvoir économique lorsque celui-ci est hostile et d'affaiblir progressivement les couches sociales dominantes. Pour ce faire, il faut contrôler les forces politiques de l'appareil de l'Etat et les syndicats. Dans un pays, on peut déposséder les détenteurs du pouvoir économique de manière légale et officielle, notamment par la nationalisation ou par le contrôle des appareils syndicaux. Les couches dominantes sont affaiblies par la pression fiscale, le laminage de l'épargne et la réglementation bureaucratique. L'économie devient alors un instrument de pouvoir, notamment d'un point de vue stratégique, par l'aide qu'un pays peut apporter aux opposants du gouvernement de l'ennemi potentiel. Dans ces conditions, il s'agit d'une tentative de déstabilisation interne, utilisant les forces économiques et politiques internes au pays agressé.

- L'économie est un instrument de domination. L'arme économique permet à un pays ou groupe de pays de dominer un autre pays grâce au pouvoir conféré par le monopole de la fourniture de biens et services vitaux pour sa survie. Les Etats-Unis utilisent souvent l'arme alimentaire à l'encontre des

pays en voie de développement. Ils ont à la fois les moyens de créer la dépendance et la volonté d'utiliser la faiblesse des pays dominés pour améliorer à la fois les termes de l'échange et leur situation stratégique globale. Cette arme est limitée par la compétition internationale dans un univers de surcapacité de production et par le caractère exclusif et incontournable de la fourniture du produit vital par le pays dominant. Cependant, l'Etat dominant s'assure généralement la sécurité et des prix relativement bas de ses approvisionnements en matières premières, le maintien des déficits en produits stratégiques dont ils sont détenteurs, le garantir la stabilité de leurs marchés d'exportation, le renforcement des liens de dépendance et surtout le maintien des pouvoirs politiques et sociaux. Cette analyse, un peu manichéenne, n'en reste pas moins intéressante, en ce sens qu'elle rappelle l'intérêt pour certains pays de créer dans les autres pays des zones de dépendance ou de solidarités, susceptibles à tout moment de servir dans les négociations stratégiques.

- L'économie est aussi un instrument de puissance. Dans ces conditions, l'économie n'est plus la recherche du bien-être, c'est un moyen parmi d'autres d'assurer sa domination. L'affrontement étant global et total, toutes les dimensions de la vie sociale sont concernées. Actuellement, la guerre dépasse les militaires, elle échappe même à un raisonnement en termes exclusifs de frontières. La guerre civile met donc en place l'ensemble des agents économiques et concerne chaque individu dans son travail quotidien. L'intérêt de cette analyse repose sur l'ouverture des acteurs du conflit aux firmes, voire au monde du travail ou de la consommation. L'économie est un élément et un moyen du conflit qui domine le monde contemporain pour le partage des richesses, entre les firmes, entre les Etats, entre les couches sociales.

III) Le désarmement comme investissement de la paix

La militarisation de l'économie a conduit au déclin industriel. Les Etats-Unis ont dépensé plus de 10000 milliards de dollars depuis la dernière guerre mondiale à des fins proprement militaires. Le stock des matériels militaires représente des deux-cinquième de l'équipement industriel et près d'un tiers des scientifiques et techniciens américains travaillent encore pour le secteur militaire. Pour l'ancienne URSS, les chiffres sont encore plus effarants, puisque les dernières estimations de l'effort militaire depuis le début des années 60 se situent à près ou plus de 30 % du PNB. Or, lorsque les ressources techniques et humaines sont investies dans le secteur des armes, sans référence claire à l'économie de marché, les industriels perdent leur incitation à investir. Les marchés militaires sont les plus recherchés, car, par la technique spécifique qu'ils exigent, ils réduisent les facteurs de la concurrence, en assurant un profit et une activité économique à long terme. En outre, le secret militaire limite la diffusion des innovations et la technologie commanditée par l'Etat-Major est rarement directement applicable au secteur civil.

Le désarmement et développement exercent des relations simultanées, chacun étant à la fois cause et conséquence de l'autre. Cependant, les conflits s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles. Il ne sert donc à rien de négocier un désarmement, si aucune autre action n'est entreprise pour réduire, voire supprimer les causes de la

course aux armements. Pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International, le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement. Le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale. Cependant, la question est de savoir si le désarmement est la cause ou la conséquence des facteurs économiques ? Si le désarmement est une décision "discrète" de nature politique, la réduction des dépenses militaires est conçue comme une variable instrumentale ou exogène modifiant les conditions de la croissance économique. Si au contraire, les facteurs économiques conditionnent le processus de désarmement, celui-ci devient plutôt une conséquence d'un état de crise de la société provoqué notamment par l'insatisfaction des besoins de consommation nationaux ou l'augmentation du taux de chômage. Il existe quatre grandes formes de désarmement : la destruction de matériels militaires, la réduction des dépenses militaires, l'interdiction de la production de certains types d'armes et le désarmement rampant.

- La destruction des armes est coûteuse et son premier effet est plutôt l'alourdissement de l'effort économique de défense, même si l'épargne non négligeable de la gestion des stocks d'armement vient rapidement en limiter l'importance. D'autre part, des entreprises, des régions, voire des secteurs entiers de l'économie sont alors en situation de crise potentielle, par la dévalorisation du capital disponible et son obsolescence. Un milliard de dollars du budget du Pentagone économisé provoque immédiatement la disparition de 38000 emplois. D'autre part, un processus de désarmement implique un contrôle et une vérification, dont les coûts doivent être prévus et répartis entre les différentes Parties dans l'Accord lui-même. Le processus de désarmement entrepris dans le cadre du Traité sur les Forces Nucléaires à portée intermédiaire (INF Treaty) entre les deux grandes puissances s'est exprimé d'abord par la destruction de stocks existants mais aussi par la limitation prévisible et quasi unilatérale des dépenses militaires. Cependant, l'accord en lui-même conduit à une réduction globale des dépenses militaires, de l'ordre de 600 millions de dollars entre 1992 et 2000, ce qui représente moins de 0,6 % des dépenses militaires mondiales. Dans ces conditions, le processus de désarmement actuel n'a pas encore produit d'effets économiques positifs. Il a simplement déprimé la demande de certains secteurs économiques et aggravé le chômage. La situation actuelle de conversion des activités militaires anciennement soviétiques en matériels civils n'est guère encourageante, les matériels et même le personnel s'avérant assez faiblement efficaces dans le cadre d'une production civile. Or, avec ses stocks d'armes nucléaires encore largement disponibles, en cas de crise économique grave, la Russie peut avoir la tentation d'engager une nouvelle politique moins favorable à la paix, faite d'intimidation et d'effets de domination. La destruction des stocks d'armes n'a de signification que dans son ampleur. Actuellement, elle coûte cher et elle ne représente que 4% de l'ensemble des forces nucléaires. Son rôle est donc plus diplomatique et politique, comme la manifestation d'une volonté de détente et de recherche de bien-être.

- L'interdiction de certaines productions d'armes (nucléaires, chimiques) constitue indirectement une volonté de contrôle d'armements, qui peut s'apparenter à une procédure de désarmement. Il faut noter cependant qu'une grande puissance a toujours intérêt à choisir l'accord qui coûte le plus cher en termes économiques à son adversaire potentiel, ceteris paribus. Dans ces conditions, les négociations ne se limitent pas à éviter les armes

puissantes, mais au moins, dans le meilleur des cas, à maintenir le rapport de puissance entre les Etats. Ainsi, le refus de construction de missiles nucléaires à très courte portée a une double signification : stratégique en limitant la course aux armements dans un secteur hautement dangereux, économique en obligeant la conversion d'entreprises spécialisées. Plusieurs facteurs rendent difficiles la conversion, notamment la difficulté d'utilisation d'un équipement militaire pour la production civile, les dangers d'une application sans formation complémentaire de la compétence spécialisée de la main d'oeuvre militaire, les divergences de comportement de marchés monopsoniques ou de monopoles bilatéraux aux marchés concurrentiels du secteur civil ou les pratiques associées à de faibles séries de production. La conversion peut avoir des effets pervers. Face au renforcement de la concurrence internationale, les industries reconverties peuvent chercher notamment de nouveaux débouchés qui supposent une concurrence avec les produits exportés ou vendus localement par les pays en voie de développement. Dans ces conditions, s'il n'y a pas de la part des pays les plus pauvres une véritable action de protection il peut en résulter une perte de compétitivité de leurs firmes nationales et soit un effondrement économique, soit dans le meilleur des cas, une implantation d'industries étrangères réduisant drastiquement les degrés de liberté de l'Etat dans la gestion de l'économie nationale.

- L'armement d'aujourd'hui, s'il produit des effets récessionnistes sur l'économie nationale, peut être un frein à la production de l'armement futur et donc à la défense de demain. La dynamique des dépenses militaires sape progressivement les bases économiques des grandes puissances, surtout lorsque le climat politique et social international rend difficile l'utilisation économique des effets de domination éventuels du pouvoir développé par les rapports de force des armées nationales. Une réduction des dépenses militaires doit être analysée en termes de coûts d'opportunité. Au niveau global, elle s'exprime à très court terme par des pertes d'emplois ou une récession régionale qui peuvent, à plus ou moins brève échéance, être compensées par des dépenses d'éducation, de santé ou d'infrastructure. Cependant, les économies nationales subissent de forts effets d'inertie qui rendent très peu malléables la main d'oeuvre et les équipements industriels. La recherche-développement militaire représente plus du tiers de la R&D civile aux Etats-Unis. Avec un demi-siècle d'une pratique quasi constante d'effort en faveur de la R&D militaire et spatiale, c'est l'équivalent de près de 20 ans de R&D civile qui a été ainsi sacrifiée par le gouvernement américain. La question de savoir quelle est l'importance de ce gaspillage dans la perte de compétitivité de l'économie américaine a été largement débattue. Mary Kaldor avait parlé de technologie baroque, parce que les armes avaient un tel degré de sophistication qu'elles ne pouvaient exercer que des effets néfastes directs ou indirects sur la technologie civile. Il existe de nombreuses relations entre la technologie militaire et la technologie civile, la première utilisant naturellement les résultats de la seconde, alors que la seconde, limitée par le secret et par l'écart considérable qui existe entre des produits très sophistiqués, fabriqués en petite série, n'est influencée qu'indirectement, par les grandes décisions prises par l'Etat dans les filières principales de la recherche fondamentale. Ainsi, si le choix gouvernemental se porte sur l'arme nucléaire, les deux secteurs bénéficieront de l'énergie atomique, mais le secteur civil verra ses propres choix en matière d'énergie limités par l'importance des contrats de recherche affectés au nucléaire. Il est probable en outre que les facteurs économiques ne constituent pas les

instruments les mieux adaptés pour servir d'indicateurs fiables. D'une part, compte tenu des accords internationaux en vigueur et des spécificités technologiques des matériels, certains types de vecteurs, comme les missiles nucléaires, sont nettement plus efficaces que les armements conventionnels, pour un prix relativement faible eu égard aux avantages stratégiques, militaires et politiques qu'ils engendrent. D'autre part, les rapports de force s'expriment souvent en termes de seuils et une réduction homothétique des dépenses militaires ne conduit pas nécessairement au maintien des équilibres des rapports de force antérieurs. La rationalité militaire et la rationalité économique ne sont pas fondées sur les mêmes valeurs et de ce fait un désarmement ne peut pas être déterminé à partir de seules comparaisons des réductions nationales des dépenses militaires.

- Le désarmement rampant peut avoir plusieurs causes, économiques, politiques, stratégiques, voire idéologiques. En fait, ce désarmement apparaît lorsque les dépenses militaires se conduisent plus en variable endogène qu'en véritable variable instrumentale, déterminée discrétionnairement par le gouvernement. La politique de libéralisation du secteur militaire se présente inéluctablement comme un facteur progressif de désarmement, rappelant ainsi la pensée de Schumpeter selon laquelle l'activité militaire est la moins bourgeoise des fonctions sociales. Les objectifs de défense étant soumis aux règles du marché, le système des prix ne répond plus qu'imparfaitement aux critères du service public qui privilégie la qualité technologique, les relations fondées sur les réseaux d'intérêts, la valorisation a posteriori des contrats. La compétition économique suppose une réduction des coûts, une meilleure information des règles fondamentales de la défense, la recherche de coopération internationale, une certaine ouverture du marché vers les compagnies étrangères, une privatisation des compagnies nationales, une intervention limitée de l'Etat dans la politique industrielle, la recherche d'économies d'échelle, notamment dans le passage de la R&D militaire vers la R&D civile. Dans ces conditions, le secteur de la défense perd ses priorités et les dépenses militaires sont vraiment considérées comme un fardeau, ce qui pousse incontestablement à une forme de désarmement financier de l'effort de défense. En outre, la recherche de nouvelles coopérations internationales en matière d'armement est presque toujours dictée par la réduction des coûts unitaires de matériels devenus très chers. Or, lorsqu'elle fonctionne correctement, cette coopération internationale conduit à une baisse des dépenses militaires (à qualité militaire équivalente) et elle provoque de nouveaux effets d'interdépendance, favorables à la réduction des tensions et à un calcul encore plus juste des dépenses à engager collectivement (théorie des alliances).

Cependant, les arguments avancés pour stigmatiser l'influence du secteur militaire dans la technologie moderne ne sont pas toujours cohérents, entre ceux qui considèrent à la fois que les applications civiles de la recherche-développement militaire sont très faibles (théorie de l'arsenal baroque) et que les sociétés contemporaines connaissent un processus de militarisation de l'économie (théorie du complexe militaro-industriel) et ceux qui, tout en considérant que la recherche militaire constitue un vecteur essentiel du développement économique actuel (théorie du capital humain et de la formation) considèrent qu'elle doit être protégée d'une diffusion civile qui ne manquerait pas de favoriser, à terme, les noirs desseins des adversaires potentiels (théorie de l'échange inégal). Ces ambiguïtés analytiques s'expliquent par la diversité des situations sectorielles, régionales,

nationales, temporelles des relations nécessairement étroites entre les technologies militaires et leurs homologues civiles. Parce que la rationalité militaire n'a a priori aucune raison d'être en phase avec la rationalité économique, dans un univers de rareté, les coûts d'opportunité peuvent s'avérer très élevés, notamment en modifiant les conditions de réalisation de l'optimum économique en ajoutant des contraintes supplémentaires. Le désarmement ne doit pas être conçu exclusivement comme un transfert de ressources favorable à l'économie civile.

La militarisation (définie comme une situation dans laquelle la guerre, la menace de guerre ou la préparation à la guerre constituent une préoccupation collective majeure, impliquant un degré élevé de légitimité, une influence politique importante dans les décisions gouvernementales et une allocation significative des ressources nationales) des économies est encore très forte. Beaucoup de pays ont fondé leur industrialisation sur les productions d'armes, ce qui est dangereux d'un point de vue économique, notamment lorsqu'apparaît un marasme du marché international des armes, et réducteur par les contraintes politico-militaires qui ne manquent pas d'apparaître et qui limitent, en matière de désarmement, les degrés de liberté des gouvernements civils ou militaires. En ce début des années 1990, non seulement le désarmement n'a pas pris encore un trend irréversible, mais il est économiquement déséquilibrant. Après avoir soutenu la croissance économique à court terme, au prix de forts coûts d'opportunité à long terme, le secteur militaire est en crise, avec des retombées fortement négatives sur l'ensemble de l'économie civile, souvent conditionnée depuis plusieurs années par les contraintes stratégiques. Certaines exportations militaires sont paupérisantes, notamment lorsque les conditions de paiement deviennent difficiles, voire impossibles, ou que l'entreprise d'armement largement subventionnée se laisse à vendre à perte... pour la collectivité. Les grandes puissances militaires subissent à la fois la crise économique internationale et la nécessité de trouver des activités de conversion aux entreprises hautement impliquées dans la production des armes.

Le militarisme apparaît avec le système des Etats. La place sociale du militaire est importante. L'armée est souvent le symbole de l'unité nationale, même si sa place dans le complexe militaro-industrielle est centrale. C'est au nom de la compétence en matière de défense des intérêts fondamentaux de la Nation que le militaire détient son pouvoir. C'est pourquoi les sociétés de conscription apparaissent moins productives de militarisme. Le militarisme naît des conflits d'intérêt, c'est aussi de croyances en la violence et en la force. Avec le désarmement, on assiste à une "civilisation" des sociétés modernes, à un recul des idées du militarisme, de la hiérarchie, de la discipline, du nationalisme, du patriotisme et de la xénophobie. Les mentalités et les comportements ne se décrètent pourtant pas. L'économie du désarmement ne s'arrête pas à la simple réduction des dépenses militaires. Elle doit aussi s'appliquer aux raisons qui fondent ce désarmement et qui le rendent, si possible, irréversible. Mais cette dernière approche ne peut pas être abordée par les seuls économistes, car elle implique une réflexion sur la nature même de l'homme.

Bibliographie

- Baldwin, D.A. (1985), *Economic Statescraft*, Princeton University, Princeton.
- Colard, Daniel, Jacques Fontanel, and Jean-François Guilhaudis. *Le Désarmement pour le développement: dossier d'un pari difficile*. FeniXX, FEDN, Paris 1981.
- Fontanel, J. (1979) *Écologie, économie et plurigestion*. Éditions Entente
- Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*. La Découverte, Paris.
- Fontanel, J., Smith, R., 1985. *L'effort économique de défense*. *ARES, n Spécial, Grenoble, Lyon*.
- Fontanel, J. (1986), The International Disarmament Fund for Development,, in *Disarmament* Vol. IX (1) Spring, United Nations.
- Fontanel, J., Smith, R. (1987), *The creation of an international disarmament fund for development*, in *Defence, Security and Development* (Deger & West), France Pinter Publishers. London.
- Fontanel, J. (1990), Economie du désarmement, *Stratégique* n°47, 3/90/
- Fontanel, J., Bensahel, L. (1993), La guerre économique, *Arès, Défense et Sécurité* 13(4)
- Galbraith J.K. (1984), *La paix indésirable*, Calmann Levy, Paris.
- Klein, L.R. (1990), Disarmament and development, in *Science, war and peace* (J-J. Solomon), Economica.
- Melman ; S. (1974), *The permanent war economy. American capitalism in decline*, Simon & Schuster. New York.
- Schmidt, C., Blackaby, F. (1987), *Peace, Defence and Economic analysis*, Mac Millan, London.
- Sen, A. (1983) Development : which way now, *Economic Journal*, december
- UNIDIR (1991), *Dimensions économiques des négociations et accords sur le désarmement*, Nations Unies, New York, UNIDIR/91/92. -
- UNIDIR (à paraître, 1993), *Economie du désarmement*, Rapport à l'Assemblée Générale des Nations Unies, New York (à paraître)
- UNIDIR(1992), *Désarmement-développement : au-delà des impasses, quelques suggestions pratiques*, UNIDIR, Geneva, UNIDIR/86/13
- UNIDIR (1992) *Aspects économiques du désarmement : le désarmement en tant qu'investissement* A/47/346, UNIDIR, 27 August. Genève.